

LICITATION MAUDOUIT

CAHIER DES CHARGES CLAUSES ET CONDITIONS

Sous l'exécution desquelles sera adjugé sur licitation à l'audience des criées du Tribunal judiciaire de BORDEAUX après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, à l'extinction des feux, au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens ci-après désignés.

Un bien immobilier situé à LEGE-CAP-FERRET (GIRONDE) dans la section des 44 hectares Avenue de la Luge Villa dénommée « La Pagode »

Vendu aux requête, poursuites et diligences de :

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

Ayant pour avocat constitué Maître Pierre BLAZY, avocat associé de la SCP BLAZY & ASSOCIES, Avocats au barreau de BORDEAUX, demeurant 4 rue Michel Montaigne 33000 BORDEAUX au cabinet duquel domicile est élu

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

EN EXECUTION :

D'un jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX en date du 28 janvier 2016, confirmé par un arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 12 décembre 2017, définitif dont le dispositif est ci-après repris :

« *ORDONNE l'ouverture des opérations de compte, liquidation et partage des indivisions existant entre* [REDACTED]

DÉSIGNE pour y procéder le Président de la Chambre des Notaires de la Gironde avec faculté de délégation à tout notaire de son ressort,

DIT qu'en cas d'empêchement du notaire délégué, le Président de la Chambre des Notaires de la Gironde procédera lui-même à son remplacement par ordonnance rendue à la requête de la partie la plus diligente,

DIT que le notaire devra achever ses opérations dans le délai d'un an suivant sa désignation par le Président de la Chambre des Notaires de la Gironde, sauf suspension prévue par l'article 1369 du Code de Procédure Civile ou délai supplémentaire sollicité dans les conditions de l'article 1370 du Code de Procédure Civile,

COMMET le Juge de la Mise en Etat de la Première Chambre Civile du Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX en qualité de Juge-Commissaire pour surveiller les opérations à accomplir,

PREALABLEMENT au partage et pour y parvenir,

ORDONNE la licitation à la barre du Tribunal de Grande Instance de BORDEAUX selon le cahier des charges qui sera dressé par l'avocat choisi par Mesdames Isabelle et Cécile MAUDOUIT et après accomplissement des formalités légales, des biens immobiliers indivis répartis en trois lots comme suit :

- Lot 1: un ensemble immobilier à usage industriel aujourd'hui désaffecté situé à LE BOUSCAT, 30 à 34 rue Chateaubriand, figurant au cadastre de ladite commune section AN no 572, 573, 574 et 588 pour une contenance totale de 14a 58ca, sur la mise à prix de 658.000 Euros;

- Lot 2: un terrain sis 35 rue Georges Mandel à LE BOUSCAT cadastre section AN n° 88 pour une contenance de 10 a 00 ca, sur la mise à prix de 504.000 Euros

– Lot 3 : une villa dénommée "La Pagode" située à LÈGE CAP FERRET, lieu-dit "La Pointe", ainsi que le terrain attenant, figurant au cadastre sous les références section HK n° 55 avenue de la Lague, surface 0ha 4a 60ca) et section HK n° 58 "La Pagode", surface 0ha 00a 70ca), et une parcelle de terrain située à LÈGE CAP FERRET, allée du Caprice, figurant au cadastre sous les références section HK n°54 d'une contenance de 0ha 15a 94ca, sur la mise à prix de 1.750.000 euros :

DIT qu'à défaut d'enchères atteignant la mise à prix prévue, la vente pourra se faire sur des mises à prix inférieures successivement de 10 % jusqu'à provocation d'enchères, sans jugement nouveau et sans nouvelle publicité,

REJETTE les demandes des parties sur le fondement de l'article 700 du Code de Procédure Civile

CONDAMNE

[REDACTED] à supporter chacun un tiers des dépens de l'instance, en ce compris les frais éventuels d'exécution forcée, avec droit de recouvrement direct au profit des avocats de la cause pour ceux des dépens dont ils ont fait l'avance conformément à l'article 699 du Code de Procédure Civile,

DIT que les dépens constitueront des frais privilégiés de partage,

DIT n'y avoir lieu à exécution provisoire du présent jugement,

REJETTE toutes autres demandes comme non fondées »

EN CONSEQUENCE, il sera procédé,

A L'AUDIENCE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
Devant le Juge de l'Exécution immobilier
siégeant au palais de justice, 30 rue des Frères Bonie 33000 BORDEAUX

à **l'audience d'adjudication** qui se tiendra :

LE JEUDI 16 décembre 2021 à 15 HEURES

après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, à la vente aux enchères publiques sur licitation, au plus offrant et dernier enchérisseur, des biens immobiliers dont la désignation suit :

DESIGNATION

Un bien immobilier situé à LEGE-CAP-FERRET (GIRONDE) dans la section des 44 hectares Avenue de la Lague Villa dénommée « La Pagode » cadastré section LP numéro 107 (anciennement section KH numéro 55 et section HK numéro 58) et section LP numéro 109 (anciennement section HK numéro 54)

Ensemble toutes les appartenances, dépendances, servitudes et mitoyennetés dudit immeuble sans aucune exception ni réserve.

Pour plus de précisions concernant cet immeuble, il est annexé audit cahier des conditions de vente, le rapport d'expertise établi par Monsieur LETOURNEAU, expert foncier, le 22 janvier 2013.

Un procès-verbal descriptif dudit immeuble fera l'objet d'une annexion ultérieure.

ORIGINE DE PROPRIETE

1- Au titre du bien figurant au cadastre section LP numéro 107 (anciennement cadastré section HK numéro 55 et 58):

Acquisition suivant acte reçu par Maître CLERMONTTEL, substituant Maître BRISSON, tous deux notaires à Bordeaux le 22 juin 1961 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Bordeaux III le 28 juillet 1961 volume 3789 numéro 41.

Attestation de propriété suivant acte reçu par Maître Michel ROUZET. Notaire à Bordeaux le 23 décembre 2008 dont une copie authentique sera publiée au service de la publicité foncière de Bordeaux III, le 22 janvier 2009, volume 2009P numéro 852.

Donation-partage suivant acte reçu par Maître Michel ROUZET notaire à Bordeaux le 23 décembre 2008, publié au service de la publicité foncière de Bordeaux III le 28 janvier 2009, volume 2009P numéro 1041.

2- au titre du bien figurant au cadastre section LP numéro 109 (anciennement cadastré HK numéro 54) :

Acquisition suivant acte reçu par Maître BRISSON, Notaire à Bordeaux le 19 août 1980 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Bordeaux III le 16 décembre 1980 volume 10728 numéro 23.

Changement de Régime Matrimonial suivant acte reçu par Maître BRISSON, Notaire à Bordeaux le 10 septembre 1990 et le 20 janvier 1995 dont une copie authentique a été

publiée au service de la publicité foncière de Bordeaux III, le 26 juillet 1995 volume 1995P numéro 8291.

Attestation après décès suivant acte reçu par Maître BRISSON Notaire à Bordeaux le 26 juin 2001 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Bordeaux III le 8 août 2001 volume 2001P numéro 11068.

Donation-partage suivant acte reçu par Maître Michel ROUZET notaire à Bordeaux le 23 décembre 2008, publié au service de la publicité foncière de Bordeaux III le 28 janvier 2009, volume 2009P numéro 1041.

Selon acte en date du 23 décembre 2008, sous le ministère de Maître ROUZET Notaire à BORDEAUX, [REDACTED]

[REDACTED] bien immobilier cadastre section LP numéro 107 et section LP numéro 109 (anciennement HK 54, HK 55 et HK 58) et situé à LEGE CAP FERRET, faisant d'eux les propriétaires du tiers indivis chacun dudit immeuble.

Ledit acte publié le 28 janvier 2009 au service de la publicité foncière de Bordeaux III sous les références d'enlissement 3304P03 volume 2009P numéro 1041.

Pour les besoins de la publicité foncière, il est d'ores et déjà précisé que le service de la publicité foncière compétent désormais est celui de LIBOURNE 1.

OCCUPATION DES LIEUX

Le bien ci-dessus désigné est libre de toute occupation.

OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

RENSEIGNEMENTS DURBANISME

Le certificat d'urbanisme est annexé au présent cahier des conditions de la vente ou fera l'objet d'un dire ultérieur.

DOSSIER DES DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Conformément à l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, le dossier des diagnostics techniques est annexé au présent cahier des conditions de la vente.

MISE A PRIX :

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques, à l'audience d'adjudication du Tribunal judiciaire BORDEAUX après accomplissement des formalités prescrites par la loi, au jour et heure fixés, au plus offrant et dernier enchérisseur, sous les clauses et conditions générales ci-après indiquées et sur une mise à prix de **1.750.000 euros avec faculté de baisses successives de 10 % jusqu'à provocation d'enchères, sans jugement nouveau et sans nouvelle publicité.**

CHARGES, CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES DE LA VENTE

CHAPITRE IER – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des charges et conditions de la vente s'applique à une vente sur adjudication ordonnée par le tribunal dans le cadre général des dispositions des articles 1271 à 1281 du code de procédure civile et de celles du code des procédures civiles d'exécution.

ARTICLE 2 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre les parties pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code Civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 3 – BAUX ET LOCATIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle des baux, locations et occupations relatées par ailleurs.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient pu payer d'avance et qui auront été déclarés.

A défaut de cette déclaration, l'acquéreur tiendra compte aux locataires des loyers qu'ils justifieront avoir régulièrement payés d'avance ou dépôts de garantie de toute nature et il en retiendra le montant sur le prix principal de sa vente.

Il fera également son affaire personnelle de tout droit locatif ou occupation qui se révélerait et qui n'aurait pas été porté à la connaissance du poursuivant.

L'acquéreur sera subrogé tant activement que passivement dans les droits, obligations et actions des vendeurs tels qu'ils résultent de la loi, qu'il y ait eu ou non déclaration à ce sujet dans le présent cahier des charges et conditions de vente, sans aucune garantie ni recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur.

ARTICLE 4 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption, de substitution et assimilés conformément à la loi s'imposeront à l'acquéreur.

Si l'acquéreur est évincé par l'exercice de l'un des droits de préemption, de substitution et assimilés institués par la loi, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 5 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des charges et conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit aux vendeurs à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 6 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre le poursuivant, l'avocat rédacteur ou les vendeurs.

CHAPITRE II – ENCHERES

ARTICLE 7 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients, ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 8 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 9 – SURENCHERE

La surenchère est régularisée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 10 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant, d'un créancier inscrit ou des parties, aux conditions de la première vente.

Si le prix de la nouvelle vente est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la 1^{ère} audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de 2 mois suivant la 1^{ère} vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de 5 points à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter de la date de la 1^{ère} vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux vendeurs.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III – VENTE

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 12 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente seront séquestrés entre les mains de Monsieur Le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant.

ARTICLE 13 – VERSEMENT DU PRIX DE VENTE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L 313-3 du code monétaire et financier.

La somme séquestrée entre les mains du séquestre désigné produira intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et Consignations au profit des parties, à compter de l'encaissement du prix jusqu'au paiement des sommes distribuées.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, or celle de représenter en temps voulu, la somme consignée et les intérêts produits.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

ARTICLE 14 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant la vente, en sus du prix de vente et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de la vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du Tribunal qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 15 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 16 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 17 – OBTENTION DU TITRE DE VENTE

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et de le faire signifier, dans le mois de sa délivrance et à ses frais, aux parties venderesses, et aux autres parties éventuellement constituées, au cabinet de leur avocat, à domicile élu ou, à défaut, à domicile réel.

Faute par lui de satisfaire à cette condition, les vendeurs pourront se faire délivrer par le greffe du tribunal le titre de vente, aux frais de l'acquéreur, trois jours après une sommation d'avoir à justifier de l'exécution des clauses et conditions du cahier des conditions de vente.

ARTICLE 18 – PUBLICATION

Dans le mois de la délivrance du titre de vente, l'avocat de l'acquéreur sera tenu, en se conformant aux prescriptions de la loi, de publier le titre de vente au bureau des hypothèques dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, aux frais de l'acquéreur et à peine de réitération des enchères.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues au paragraphe précédent dans le délai imparti, les avocats des vendeurs ou des créanciers pourront, sauf à se régler entre eux, procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par la loi ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur, par acte du Palais ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification, à peine de réitération des enchères, celle-ci ne pouvant être arrêtée que par leur remboursement.

ARTICLE 19 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente n'entrera néanmoins en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, qu'à l'expiration du délai de surenchère et, en cas de surenchère, que le jour de la vente définitive.
- b) Si l'immeuble est loué en totalité, par la perception des loyers ou fermages, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra cette vente, et, en cas de surenchère, qu'à partir du premier jour du terme qui suivra la vente définitive.
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans aucun recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

La présente clause s'applique à la surenchère faite par un créancier inscrit, dans les termes des articles 2480 du code civil et 1281-14 du code de procédure civile, sauf à lui, à se régler avec l'acquéreur dépossédé en ce qui touche les fruits par lui perçus.

ARTICLE 20 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 21 – TITRES DE PROPRIETE

Le titre de vente consiste dans l'expédition du présent cahier des charges et conditions de la vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement constatant la vente.

Pour les titres antérieurs, l'acquéreur est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

ARTICLE 22 – PURGE DES INSCRIPTIONS

La vente sur licitation n'emporte pas purge de plein droit des inscriptions hypothécaires grevant l'immeuble.

S'il y a lieu de purger les inscriptions hypothécaires parce que le prix de vente est insuffisant pour les régler toutes, le coût de la procédure de purge sera à la charge de l'acquéreur.

Sauf surenchère d'un créancier inscrit, les frais de radiation des inscriptions ainsi purgées sont avancés par l'acquéreur mais lui seront remboursés, dans le cadre de la distribution du prix, par priorité et au bénéfice du privilège accordé aux frais de justice par l'article 2375-1 du code civil.

ARTICLE 23 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le juge délégué par le Tribunal pour recevoir les enchères devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à la rédaction du présent cahier des charges et au déroulement des enchères.

Le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie sera seul compétent pour connaître des contestations relatives à l'exécution de la vente et à ses suites, quels que soient la nature desdites contestations et le lieu du domicile des parties intéressées.

CHAPITRE V – CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 24 – IMMEUBLE EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifié au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 25 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devrait notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 ; cette notification doit être faite dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 26 – CLAUSE D'ATTRIBUTION

Quand la décision qui a ordonné la vente aux enchères aura expressément autorisé l'insertion de la présente clause dans le cahier des charges et conditions de la vente, le colicitant adjudicataire qui voudra en bénéficier en fera mention dans sa déclaration d'adjudication. En ce cas, cette déclaration vaudra engagement de sa part de se voir attribuer l'immeuble, et de la part des autres colicitants de le lui attribuer, dans le partage définitif pour la somme indiquée au jugement d'adjudication et d'en faire remonter les effets au jour fixé pour l'entrée en jouissance.

En ce cas, le colicitant adjudicataire sera redevable du prix de l'immeuble dans le cadre du partage définitif, sous déduction de sa part dans la succession et sous réserve des droits des créanciers.

ARTICLE 27 – CLAUSE DE SUBSTITUTION

En cas de vente de droits indivis, comme en cas de licitation de biens indivis avec l'accord de tous les indivisaires ou à défaut de contestation de la présente clause, chaque indivisaire peut se substituer à l'acquéreur dans un délai d'un mois à compter de l'adjudication par déclaration au greffe du tribunal ayant constaté la vente.

* *
*

Fait et rédigé le présent cahier des charges par moi, avocat de la partie poursuivante, soussigné.

Fait à BORDEAUX
le 28 octobre 2021

Signature : Maître Pierre BLAZY